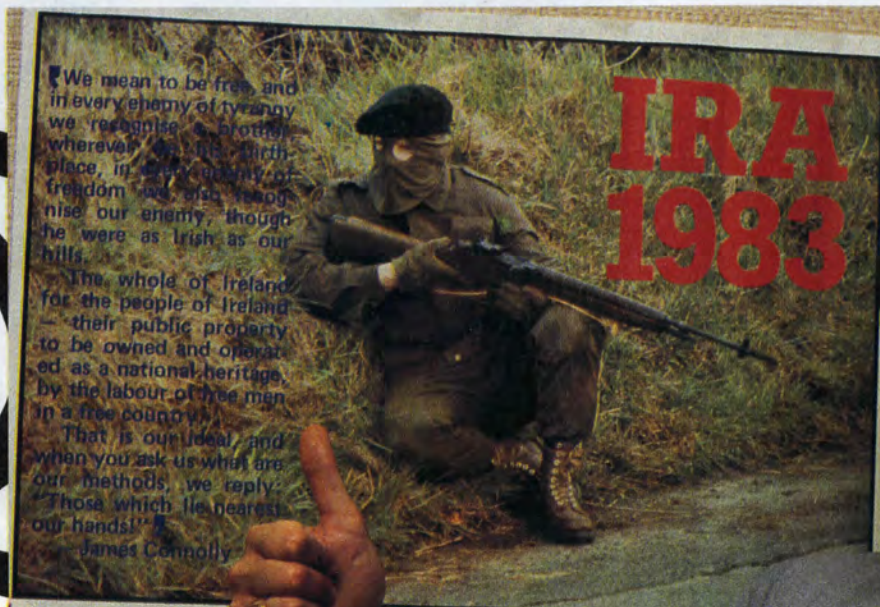


COMMENT EN LE TERRORI.



La coordination de la lutte antiterroriste en France est loin d'être chose faite. L'information circule mal, très mal, entre les différents services concernés. Xavier Raufer, auteur du livre « Terrorisme, maintenant la France ? », se consacre au phénomène depuis plus de dix ans. La lutte antiterroriste s'apparente au jeu d'échecs : pour gagner, il faut jouer trois coups avant l'adversaire, c'est-à-dire anticiper.

HENRI-CHRISTIAN GIRAUD

Magazine Hebdo : Un attentat contre une église réformée, un autre contre une église catholique, un troisième contre un restaurant, l'Orée du Bois, qui a fait trente blessés. C'était, pour Paris seulement, le bilan de la semaine du 14 au 21 novembre. Une semaine qui ressemble à beaucoup d'autres depuis deux ans...

Xavier Raufer : En 1983, la France est entrée dans sa seconde année de hautes eaux terroristes. L'été dernier a montré de façon éclatante que, pour notre pays, la violence

politique armée était devenue structurelle : ceux qui affirmaient qu'on n'avait jamais vu un pays connaître une seule vague de terrorisme, et en être quitte pour l'avenir, avaient hélas ! raison. L'automne 1983 marque aussi le premier anniversaire de la réorganisation de la lutte antiterroriste. Or, malgré tout ce qui a été entrepris pour coordonner et homogénéiser les services, malgré la création à l'Élysée, aux côtés mêmes du chef de l'État, d'une cellule spécialisée, le bilan de la lutte antiterroriste

REFLEXIONS

FINIR AVEC SME

est maigre. De tous les pays de la Communauté européenne, à l'exception de l'Ulster, la France est le plus visé, celui où les attentats sont les plus nombreux et les plus meurtriers.

Il y a certainement à cela des causes internationales. L'installation des fusées Pershing II et des missiles de croisière en Europe incite les Soviétiques à mettre en difficulté, par tous les moyens, un pays qui est sur ce point le plus ferme soutien des Etats-Unis et où le mouvement pacifiste ne rencontre guère d'écho. Mais il y a peut-être plus grave : la grande variété des organisations prônant la lutte armée sur notre territoire ou contre nos intérêts conduit à la conclusion que, au fur et à mesure que le temps passe, plus nombreux sont ceux qui ne respectent plus le gouvernement de la France, qui le croient faible et seulement capable de réactions sporadiques, peu dangereuses au fond. On avait affaire l'an dernier à des « terroristes internationaux », plus Action directe et le FLNC. Cette année s'ajoutent à ceux-là des Arméniens de groupes divers, des Antillais, des Basques, sans oublier le « fond de sauce » des anarchistes du Sud-Ouest, des antinucléaires violents et, bien sûr, le terrorisme d'Etat.

– Quelles sont, selon vous, les causes de cette « perte de respect » des organisations révolutionnaires à l'égard du gouvernement français ?

– La dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, la suppression de la garde à vue de six jours (Varidjian Garbidjian, chef supposé du commando de l'Asala responsable du massacre d'Orly, aurait-il pu, six jours durant, jouer sa comédie, protégeant ses complices libres et revenant ensuite sur ses aveux ?), les attitudes de matamores non suivies d'effet, mais surtout la relative inefficacité de la répression. On ne le répètera jamais assez, le terrorisme n'est jamais du registre de la génération spontanée. Tout attentat, de quelque origine ou revendication qu'il soit, est l'achèvement d'une histoire forcément longue et a pour acteurs des individus à l'itinéraire et à la psychologie complexes. La réussite de la lutte antiterroriste passe par la prise en compte, par les services concernés, de cette réalité primordiale. Or on a l'impression que c'est ce travail, cette « généalogie » qui, dans notre pays, ne sont pas faits. Ou tenus pour négligeables.

De ce point de vue, le cas de l'attentat

d'Orly commis par l'Asala est exemplaire. Il a été, sur toute la ligne, traité aussi bien que possible : la partie préventive (c'est-à-dire le renseignement) par la DST qui a peu d'égaux sur ce terrain ; la partie répressive par la brigade criminelle dont l'efficacité est redoutable. Miracle supplémentaire : dans cette affaire, les deux services ont fonctionné dans une symbiose à peu près parfaite.

La lutte antiterroriste, visant à disloquer complètement les forces de l'adversaire, ne consiste pas à suivre celui-ci, mais à le précéder.

– Et pourtant l'attentat a eu lieu ?

– Oui, et tout permet de penser que les militants de l'Asala, héritiers de toute une tradition remontant au Komintern, fonctionnaient suivant le système des réseaux gigognes et qu'une partie substantielle de leur structure a pu passer entre les mailles du filet avec armes et explosifs, prête à agir en France ou ailleurs le moment venu.

Voilà donc les limites du succès – bien réel, puisque c'est la première et unique fois que les auteurs d'un attentat majeur en France voient tout un de leurs réseaux démantelé – des méthodes policières classiques pratiquées à la quasi-perfection par la DST et la brigade criminelle. Mener la lutte antiterroriste au point de disloquer complètement les forces de l'adversaire, puis de les écraser en détail, ne consiste pas à suivre celui-ci (même en réalisant des « coups » superbes), mais à le précéder, à anticiper ses mouvements.

– Comme en Italie ?

– Le jour, en effet, où le général Della Chiesa a pu dire, photo d'un brigadiste en main : « Celui-ci, je le veux à tel endroit dans trois jours », et y parvenir, prendre, donc, l'initiative stratégique, la victoire repassait dans son camp. Voilà ce qu'en France les services de lutte antiterroriste, même coordonnés de façon boiteuse par le Bureau de liaison antiterroriste (Blat), ne savent pas encore faire. L'exploitation des documents saisis est encore insuffisante. Ainsi, lors de la découverte d'un texte intéressant, les Renseignements généraux, tout heureux d'avoir été les premiers à mettre la main dessus, feront une note triomphale avec le document en annexe.

Puis ils l'archiveront, bien souvent sans avoir pris la peine d'éplucher le texte. Quant à le transmettre aux autres collègues, c'est encore une autre histoire... Cet exemple, entre autres, montre bien que le Blat n'a pas réussi à atteindre au moins

l'un de ses objectifs : faire cesser entre services la concurrence acharnée pour réussir le plus beau « coup ».

La « simplification » entreprise il y a un an aura seulement, au bout du compte, abouti à la création d'une structure supplémentaire : la cellule de coordination de la Présidence, appelée familièrement « groupe Prouteau ». Il était politiquement impensable qu'une telle structure ne vît pas le jour après les événements de l'été. On comprend d'ailleurs mal qu'une décision de cet ordre – destinée à frapper l'opinion en faisant du terrorisme une affaire d'Etat mais également à montrer aux « sponsors » des divers terrorismes qu'on ne plaisante plus – n'ait pas été prise après l'attentat de la rue Copernic, qui était à la fois un symptôme, un symbole.

Une cellule a donc été créée. Sans insister sur l'affaire des Irlandais de Vincennes – dont la responsabilité réelle incombe plus à la hâte fébrile de certains, à l'échelon le plus élevé, de « faire un coup » (toujours cette obsession !) – il faut bien admettre que cette cellule n'a pas encore bien trouvé son assise. La légèreté de sa structure, l'esprit dans lequel elle a été créée font qu'elle n'a pas la vocation à être un service ni un état-major, mais, formule originale, un centre de dispatching qui aurait à réfléchir sur ce qu'il émet et transmet, avec le souci permanent de la rapidité de réaction.

L'information circule mal entre les différents services de la lutte antiterroriste et la cellule Prouteau. Un état de semi-engourdissement inquiétant.

– Quelle peut être son efficacité ?

– Les circonstances de la création de ce groupe font que l'information – donnée essentielle de la lutte antiterroriste – circule mal entre les services et la cellule Prouteau alors qu'à un niveau supérieur la Présidence et Maignon sont demandeurs de données, d'analyses et d'avis précis.

L'ensemble des organes et des hiérarchies spécialisés dans la lutte antiterroriste fonctionne donc comme un cerveau qui ne serait irrigué qu'à 30 % : son efficacité s'en ressent d'autant. Cet état de semi-engourdissement est pour le moins inquiétant : que se passerait-il en cas de forte offensive d'un groupe terroriste ? Ou si chacun des adversaires potentiels de notre pays – « terroristes internationaux » à la solde de Kadhafi ou de Khomeiny, Arméniens de l'Asala, Basques d'Iparetarrak, Corses du FNLC, Antillais de l'ARC, anarchistes et révolutionnaires divers, antinucléaires violents, etc. – montrait simultanément sa puissance ?

En matière de lutte antiterroriste, il y a deux écoles : la première, l'allemande, fondée sur le tout-informatique et l'exploita-

tion d'un niveau très élevé de civisme dans la population, n'est pas envisageable en France. La seconde, l'italienne, consiste à mettre sur pied, patiemment, en profondeur, un corps de chasseurs connaissant si bien le gibier qu'il est intellectuellement capable de reconstituer ses raisonnements et d'anticiper ses mouvements.

– *Cette stratégie, il faut le dire, a cependant été facilitée par le fait qu'en Italie il y avait un gros poisson, clairement défini, et toute une petite friture à pêcher en prime...*

– C'est vrai, alors qu'en France nous faisons face à des périls divers – indépendantistes, révolutionnaires, « internationaux » – d'importance variable selon les périodes. Il est donc logique de conserver une mosaïque de services, à la condition, toutefois, que la circulation de l'information et que les actions de formation entreprises permettent de créer ce moule intellectuel et conceptuel commun sans lequel on ne parviendra jamais à précéder l'adversaire, sans lequel on s'épuise à courir derrière lui. Tant que ces conditions ne sont pas réunies, on risque toujours une catastrophe du type de celle de Beyrouth et l'on se condamne en tout cas à avoir une guerre de retard.

Il reste à espérer que rien, dans les temps qui viennent, ne confirmera ces inquiétudes, ce qui obligerait fatalement le gouvernement à changer son fusil d'épaule et à en venir à la seule autre possibilité en matière de lutte antiterroriste, à savoir la création d'un service unique et spécialisé.

Clandestins ou publics, les textes, dans lesquels la guérilla urbaine est considérée comme une issue à la crise actuelle, sont plus nombreux que naguère.

– *Parler terrorisme, c'est évoquer la main de l'étranger. Mais cette analyse vous paraît un peu courte.*

– Oui, car les médecins savent bien que les microbes ne créent des ravages graves dans un organisme que s'il est fragile. Il faut donc, pour enrayer l'épidémie de la violence, dresser un bilan de santé de la France. Avec cette question préliminaire : quels sont les virus qui menacent la paix publique ? Pour nous éclairer, il y a d'abord les documents des terroristes eux-mêmes. Et, pour indigestes qu'ils soient, il faut les lire attentivement. Clandestins ou publics, ces textes, dans lesquels la guérilla urbaine est considérée comme une issue possible à la crise actuelle, sont plus nombreux que naguère. Ils sont aussi mieux faits techniquement et d'un meilleur niveau intellectuel qu'ils ne l'ont été à aucun moment depuis dix ans. Les textes de ces « modèles » que sont la Fraction armée rouge allemande et les Brigades rouges italiennes sont traduits en français, diffusés,

commentés. En outre, des périodiques anarchistes ou autonomes comportent, ce qui est nouveau, des rubriques « lutte armée ». Il faut, pour mieux comprendre le phénomène, distinguer trois phases chez ces théoriciens de la violence.

Le terrorisme peut s'apaiser. Un moment. Mais c'est pour renaître sous une forme mieux adaptée aux nouvelles conditions qui lui sont faites après une période de répression.

– *C'est-à-dire ?*

– La première vague de violence (1981-1982) est à dominante internationale. Les attentats sont le fait de ressortissants étrangers réglant leurs comptes sur notre territoire ou tentant d'influencer la politique étrangère de la France ; de Français soutenant concrètement des causes étrangères ou jouant le rôle de « porteurs de valises ».

La deuxième vague débute à l'automne 1982 et se termine au début de l'été 1983. A l'exception du foyer corse toujours actif, la violence semble d'abord refluer. La raison en est que le contexte international a changé. Le conflit du Moyen-Orient, qui alimente un énorme pourcentage des actes de terrorisme commis dans le monde, passe d'une phase internationale à une phase régionale. Le champ de bataille mondial est déserté au profit du terrain local. Ce calme relatif allait-il se transformer en un apaisement définitif ? Certains ont pu le croire. Les événements des mois suivants leur ont infligé un cinglant démenti. Les exemples allemand et italien sont là pour nous rappeler que le terrorisme peut, un moment, s'apaiser et renaître quelque temps après sous de nouvelles formes mieux adaptées aux nouvelles conditions qui lui sont faites après une période de répression.

La troisième vague de terrorisme, celle dans laquelle nous nous trouvons, a commencé cet été. L'affaire corse ne paraît pas aussi facile à résoudre que de nombreux médias l'avaient naguère complaisamment annoncé : au pays Basque, en Bretagne, on trouve au coude à coude les déçus du socialisme et les autonomistes. Et les indépendantistes des Antilles (Alliance révolutionnaire caraïbe) se lancent à nouveau dans la lutte.

– *Face à la répression, quelle est l'attitude des organisations tentées par la lutte armée ou qui sont déjà passées à l'action ?*

– Quand des groupes qui évoluaient à peu près sans encombre (comme c'était le cas quand des policiers de M. Defferre cherchaient les terroristes dans les caves de l'UDF ou du RPR) sont soumis à une répression de type chirurgical menée par des professionnels, ils se trouvent confrontés à

un scénario darwinien : ou bien ils évoluent ou bien ils disparaissent. Leur capacité d'évolution dépend de leur aptitude à survivre, donc de leur expérience de la vie clandestine, de l'existence d'une base suffisamment importante et motivée, de la capacité de l'organisation à susciter une seconde génération de combattants. Si cette mécanique se met en place, alors ces organisations peuvent être très actives pendant très longtemps.

Dans ce domaine également, il y a des éléments nouveaux. Ainsi, la nébuleuse Action directe, privée, à la suite de la répression, d'une partie de ses cadres (l'autre s'étant disqualifiée par sa propension au vedettariat et ses contacts suspects avec les socialistes), a éclaté en deux blocs à la rentrée. L'une, de sensibilité autonome, est composée de quelques collectifs pratiquant l'« autonomie offensive », c'est-à-dire des actes de violence symboliques ou paralogaux comme le saccage du musée de la Légion d'honneur, l'autre, de type marxiste-léniniste, plus militariste, réfléchit aux questions théoriques, politiques et militaires menant à la lutte armée clandestine en liaison avec des révolutionnaires turcs et des éléments de Prima Linea.

Pour la première fois depuis la tentative avortée de la Gauche prolétarienne (il y a onze ans) pour se doter d'un « appendice » militaire clandestin (la Nouvelle Résistance Populaire), un noyau adepte de la violence a été rejoint par un groupe de militants d'une organisation légale d'ultra-gauche qui publie des revues clandestines qui ne laissent aucun doute sur les intentions de leurs éditeurs. Ce sont des appels directs à constituer en France une structure de lutte armée.

Au Liban, au Tchad, avec les livraisons d'armes à l'Irak, la France gêne la Syrie, la Libye et l'Iran. Trois États suspectés de connivences terroristes...

– *Le terrorisme n'est-il pas devenu, pour certains États, une carte diplomatique parmi d'autres, un des éléments de ce qu'on appelle la « gesticulation » ou, en d'autres termes, l'avertissement sans (trop de) frais ?*

– Une forme nouvelle de piraterie est née, en effet. Parmi les États suspectés de penser que, à l'instar du Loto, le terrorisme est facile, pas cher et peut rapporter gros, trois d'entre eux (l'Iran, la Libye et la Syrie) ont une réputation détestable. Réputation non usurpée, d'ailleurs, car fondée sur des éléments bien connus. Or un pays gêne ces trois États sans scrupules : la France, présente au Liban (ce qui contrarie Hafez el-Assad), au Tchad (ce qui rend Kadhafi furieux) et qui livre à l'Irak Super-Etendard et Exocet (ce qui conduit des Iraniens

La presse des terroristes en France

POUR LE COMMUNISME MENER LA LUTTE ANTI-SIONISTE

KOMÜNİZM İÇİN SIYONİZMLE SAVUNULAN



Partout présente, la référence au « modèle » italien des Brigades Rouges. Partout les allusions à la lutte armée. Et l'on trouve, entre autres, des revues théoriques (« Subversion ») et même un véritable « journal officiel » (« Ligne rouge »).

par centaines de milliers, le vendredi, pendant la prière, à hurler : « Mort à la France, mort à Mitterrand ! », sous l'œil ravi de leurs mollahs).

Le Liban ne compte pas moins de vingt milices et sous-milices armées, dont une bonne moitié est disponible pour n'importe quelle manipulation, n'importe quelle provocation. Aucune d'entre elles n'échappe au contrôle direct ou indirect des Iraniens ou des Libyens. Aucune ne peut agir sans le *nihil obstat* d'au moins une des fractions de l'armée ou des services secrets syriens. Dans ces conditions, comme l'attentat de Beyrouth qui a coûté la vie à cinquante-

huit de nos soldats n'a pas suffi à « assouplir » la France, comment écarter l'hypothèse d'un coup de grande ampleur porté sur le sol français lui-même, coup qui prendrait la forme d'un massacre du type « gare de Bologne », ou d'une cible symbolique comme le disait récemment, au *Magazine Hebdo*, le général Delaunay ? Il est clair que la mouvance du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), élément marxiste-léniniste de la résistance palestinienne, échappe à peu près totalement à l'autorité centrale de l'OLP (ou ce qu'il en reste) et mène sa guerre à elle. Ce, qui la pousse, au-delà de ses objectifs parti-

culiers, à jouer plus souvent qu'à son tour le rôle de « bras armé » du mouvement communiste international. Depuis dix ans et plus, cette mouvance palestinienne utilise les services de « soldats perdus » des partis communistes combattants de divers pays : Japon (Armée rouge japonaise), Turquie (Dev sol, Dev yol), Allemagne (Fraction Armée rouge), etc. Désespérant de faire la révolution dans leurs propres pays, les anciens militants maoïstes sont devenus des mercenaires au service d'une variante du terrorisme d'Etat, celle qui agit par personnes (ou organisations) interposées.

– *Où en est cette nébuleuse palestino-révolutionnaire à l'heure actuelle ?*

– Elle est précisément en pleine réorganisation et, qui plus est, sur le « théâtre d'opération européen ». Ce nouveau front se déploie sur un axe Bruxelles-Paris-Suisse. Chacun de ces lieux présente des avantages spécifiques : la Suisse est une base sûre pour qui vient du Proche-Orient et sert de plaque tournante aux clandestins allemands. Bruxelles, ville cosmopolite, permet l'anonymat (on y trouve des révolutionnaires français repliés et des militants turcs en quantité). Paris, du fait de la politique à double face du gouvernement, reste assez sûr pour les clandestins, c'est la base du « centre intellectuel » des Italiens qui n'ont pas renoncé à la lutte armée. On y croise aussi, ces jours-ci, des éléments de l'ETA militaire. Il y a eu, Paris était aussi la base du dernier carré (en pleine réactivation) de la Fraction Armée rouge allemande. Sa responsable numéro un vient (temporairement ?) de partir pour le Proche-Orient. Ce grouillement, cette agitation sentent la veillée d'armes et l'inquiétude est grande dans les milieux officiels. Bref, si l'on additionne les dérapages de ces groupes militaristes, les menaces internationales, le déplacement de la violence larvée de la voie publique vers les lieux de travail, on a les divers éléments d'un cocktail explosif.

– *Comment l'empêcher d'exploser ?*

– En l'absence d'une recette miracle, je conclurai par une parabole célèbre chez les samouraï du Japon. Un vieux guerrier avait trois fils, tous experts dans le maniement du sabre de combat. Voulant les départager, il s'adressa à un sage qui lui conseilla la méthode suivante : s'asseoir dans une pièce sur la porte de laquelle on avait posé une poterie et convoquer ses fils l'un après l'autre. Le premier, sentant le vase tomber, dégaine son sabre et le fracasse au ras du sol. Le deuxième le détruit alors qu'il tombait à peine. Le troisième prend délicatement la poterie et la pose au sol sans la casser. Voilà, dit le sage, celui qui se sert le mieux de son sabre.

Fable à méditer par ceux qui préparent la réorganisation de la lutte antiterroriste.